

économie

Constatations et alibis

L'économie mondiale capitaliste connaît sa crise la plus grave depuis la grande dépression des années trente ; voilà un fait aujourd'hui universellement reconnu, même par M. Kissinger. Mais cette constatation sert le plus souvent d'alibi puisque les responsables politiques ou le patronat s'empressent d'ajouter que le plus dur est passé, que la reprise s'amorce, que le bout du tunnel est en vue. Ce jugement est-il fondé ? Le capitalisme est-il aujourd'hui capable d'éviter une stagnation de plusieurs années comparable à celle enregistrée dans les années trente ?



de l'argent à la pelle ?

Quatre idées permettent de cerner les caractéristiques originelles de la récession actuelle en la replaçant, à l'échelle mondiale, et pour ce qui concerne la France, dans une perspective longue .

Les mécanismes de la récession

- L'économie mondiale était depuis plusieurs années en situation de « crise latente » : ses manifestations les plus connues en ont été l'accélération de l'inflation depuis 1968, la dégradation du système monétaire international (succession de mouvements spéculatifs sur les

monnaies et de changements de parité depuis la dévaluation de la Livre en 1967), la coexistence de l'inflation et du chômage, phénomène si peu maîtrisé que le terme de stagflation a été inventé pour se substituer à une explication.

- Cette situation de crise latente doit être analysée par référence aux conditions de l'accumulation du capital depuis la seconde guerre mondiale, qui s'est déroulée selon un rythme de croissance encore jamais connu dans l'histoire du capitalisme. Il est probable que ce mouvement est, dans une large mesure, lié à l'ouverture des frontières et à la libéralisation des échanges internationaux : incitant chaque bourgeoisie nationale à conquérir de nouveaux marchés extérieurs, cette forme aiguisée de la concurrence des capitaux donnait naturellement naissance à la recherche de gains de productivité et à l'extension des capacités de production : il y a là en germe un alourdissement de la structure du capital par l'élévation de sa composition organique et une menace sur les conditions ultérieures de rentabilisation des masses de capitaux investis. Cette phase d'accumulation intense a trouvé ses limites, depuis plusieurs années déjà, dans certains pays (USA, Royaume-Uni, Allemagne) où l'on note depuis quatre ans un net ralentissement de la croissance de l'investissement.

- Par rapport à cette caractérisation de l'économie mondiale, on doit noter que l'industrie française est entrée tardivement dans la crise : les structures archaïques du capitalisme français le situaient en effet en retard dans

le concert de la concurrence internationale et lui ont procuré, dans la période récente (depuis 1968 ou 1969 par exemple) l'occasion d'un développement industriel, exceptionnellement rapide, se produisant sur la toile de fond d'une réorganisation du capital financier et d'une rapide redistribution des activités, transférées des secteurs « en déclin » (comme le textile) au bénéfice des secteurs « en expansion rapide » (mécanique, automobile, électricité). L'accumulation du capital s'est donc poursuivie en France depuis 1968 à un rythme extrêmement soutenu ; de ce dynamisme passé, on peut également fournir une illustration conjoncturelle en notant que la production industrielle se renverse pour l'ensemble de la zone OCDE à partir de novembre 1973, et même plus tôt pour l'Allemagne (printemps 1973) ou les USA (été 1973), tandis que la production française reste en croissance rapide jusqu'au mois de septembre 1974.

- Cette analyse montre qu'il est tout à fait excessif d'imputer à la hausse des prix du pétrole la responsabilité exclusive d'une crise que les conditions antérieures de l'accumulation suffisaient à porter en germe ; ce qui est vrai, en revanche, c'est que le déficit pétrolier a cristallisé ces tendances de fond et transformé la crise latente en récession profonde. Le mécanisme de déclenchement peut être saisi de manière très intuitive, en relevant que les recettes nouvelles des pays producteurs de pétrole leur donnent un pouvoir d'achat sur les biens fabriqués dans les pays industrialisés ; si le volume de la production reste inchangé, il y a donc, pour une même quantité de travail fourni, une baisse des quantités de biens (et donc de revenus disponibles à distribuer dans les pays industrialisés).

Ce que révèle ce raisonnement, c'est que la hausse du prix du pétrole représente un transfert de pouvoir d'achat des pays industrialisés vers les producteurs de pétrole. La conséquence de ce phénomène n'est pas inscrite dans les lois de la nature ; en régime planifié, il eut été tout à fait concevable que l'organisme de planification réalise une augmentation progressive de la production ; au bout de deux ou trois ans, celle-ci permettait de satisfaire simultanément la demande nouvelle des pays producteurs et une progression comparable à celle du passé pour la demande intérieure ; c'est donc bien à la logique même du capitalisme que l'on doit l'impossibilité d'une telle évolution.

Le gouvernement choisit le chômage

La menace récessionniste que portait en germe la hausse du prix du pétrole a été clairement perçue dès le printemps 1974 : le gouvernement choisit alors de la combattre en l'amplifiant ! L'accélération de la hausse des prix en fournit le prétexte. Un plan d'austérité — augmenta-

tion des impôts, resserrement de la politique du crédit — est mis en oeuvre à l'été.

La réaction des entreprises est, à l'automne 1974, extrêmement brutale et se traduit par un mouvement de déstockage d'une ampleur jamais vue : pour satisfaire l'augmentation de la demande, les entreprises, au lieu d'accroître le volume de la production, réduisent le montant de leurs stocks ; la baisse de la production est immédiate, et le niveau atteint durant l'été 1975 est inférieur de 18 % à celui enregistré un an auparavant. Le corollaire en est une augmentation massive du nombre des chômeurs.

Peut-on dire au moins — compte tenu de la gravité de l'évolution enregistrée depuis un an — que la crise est derrière nous ? Ou bien, au contraire, la gravité du sous-emploi actuel interdit-elle que des mécanismes, de même nature que ceux observés sur le passé, provoquent une reprise progressive de la croissance ? Trois points doivent être pris en considération pour éclairer ce dilemme.

1) La réduction des effectifs employés par l'industrie est très inférieure à celle qu'exigerait la baisse enregistrée au niveau de la production : en d'autres termes, il y a actuellement, et à un niveau très global, plusieurs centaines de milliers de travailleurs en surnombre. Si la reprise ne se produit pas, il y a fort à craindre que des licenciements massifs se produisent dans les prochains mois.

2) Les conditions imposées par les travailleurs dans les négociations salariales ont permis, depuis 18 mois, de limiter la réduction du pouvoir d'achat. Il ne faut pas sous-estimer la portée des « succès » enregistrés sur ce point : ils ont conduit dans de nombreuses entreprises à une dégradation plus ou moins sensible des bénéfices, et donc à une réduction de la rentabilité des capitaux.

3) Au total, la situation actuelle est, du point de vue des entreprises, caractérisée par deux phénomènes essentiels :

— une très forte sous-utilisation de leurs équipements ; selon l'INSEE, la marge de production inutilisée serait actuellement de 30 %,

— la rentabilité actuelle du capital et ses perspectives à venir sont médiocres. De la conjonction de ces deux phénomènes, découle l'idée que les décisions d'investissement sont aujourd'hui extrêmement prudentes : elles marqueront très certainement une réduction en volume en 1976. Il n'y a là que la conséquence logique des conditions de l'accumulation capitaliste : on investit non pour satisfaire des besoins, mais pour réaliser des profits ;

lorsqu'il est possible de produire plus sans équipement supplémentaire, lorsque les perspectives de rentabilité sont au plus bas, l'accumulation est bloquée.

Face à cette situation, le gouvernement a jugé politiquement prudent de montrer qu'il se préoccupait de l'évolution du chômage : mais si, durant l'été dernier, deux politiques alternatives de relance étaient envisageables, on peut dire sans risque de se tromper, qu'il a choisi la plus « inefficace » (à moins que l'objectif n'ait pas été de lutter contre le chômage)... se contentant de distribuer des aumônes aux plus défavorisés, des cadeaux fiscaux considérables aux entreprises dans l'espoir de les inciter à investir. Hélas, les entreprises n'investissent, comme on l'a vu, que pour satisfaire la demande et, de ce point de vue, les cadeaux fiscaux ne changent rien à la situation : la baisse de la fiscalité, cela fera donc des profits dans les comptes d'entreprises bouclés en fin d'année, cela ne créera pas un emploi supplémentaire.

Lutter pour les salaires

C'est pourquoi une autre logique est nécessairement à l'ordre du jour. Si l'investissement privé ne peut pas être le moteur de la relance, il faut stimuler la consommation et, pour cela, distribuer des revenus à ceux qui consomment : une hausse substantielle des salaires est le seul moyen de relancer l'activité ; est-elle possible ? La réponse est affirmative, compte tenu des gains de productivité que permettrait de réaliser un élargissement de la production ; rappelons ce qui a été dit plus haut sur le sous-emploi des équipements et sur les travailleurs en surnombre : pour peu que soient ouverts des débouchés nouveaux, la production peut être accrue rapidement de 5, voire 7 ou 8 %

A ce niveau, apparaît la contradiction principale du capitalisme concernant « le caractère social de la production et son appropriation privée » : cette affirmation, souvent répétée, a une sanction très précise aujourd'hui. Chaque entreprise, isolément, a bien évidemment intérêt à ce que les salaires qu'elle verse soient les plus faibles possibles ; la réduction du pouvoir d'achat est donc le slogan à l'ordre du jour chez les patrons ; de ce fait, les capacités de production sont aujourd'hui massivement sous-utilisées.

Contre cette logique de l'anarchie et du gaspillage, les travailleurs peuvent imposer leur solution.

Jacques LEGOUEDIC